COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 24 février au 03 mars 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

- **Session parlementaire de la COI.....4**
- **Moroni accueillera le prochain séminaire parlementaire de la Coi**
- **Sécurité.....8**
- **Stabilité du grand Océan Indien : le défi sécuritaire au cœur du débat**
- **Economie 10**
- **Plus de 150 participants au forum Économique des Seychelles**
- **Développement durable.....15**
- **Programme « Eco-Schools océan Indien » : de plus en plus d'écoles s'engagent**
- **Développement durable : Intérêt grandissant des écoles pour le programme « Eco-schools »**
- **RENCONTRE : Daniel Schaffer, le CEO de la Foundation for Environnemental Education**
- **Eco-Schools : Maurice s'engage pour des écoles écoresponsables**
- **Énergie renouvelable.....25**
- **Question à Mickael Apaya ; Coordinateur technique du Programme National d'Efficacité Énergétique : "C'est maintenant qu'il faut réussir la transition de l'économie énergétique "**
- **Tourisme.....28**
- **TOURISME PRÉVISION : Croissance de 5,1% des arrivées en 2017**
- **IRT: Deuxième année record en matière d'arrivées touristiques**
- **Voyages low-cost : un aller-retour Maurice-Réunion en ferry à Rs 4500**
- **Entreprenariat.....31**
- **MIDSP : Appui aux femmes entrepreneurs**

Al-watwan

Conseil des ministres Moroni accueillera le prochain séminaire parlementaire de la Coi

Le 2 mars 2017.



Le ministre de l'Education nationale, Abdou Mhoumadi, a fait part de l'état d'avancement de l'accord signé entre son ministère et la Francophonie. Il s'agit, selon lui, d'une mission qui viendra dispenser une série de formations pour améliorer la qualité de l'enseignement dans plusieurs domaines tels que les Nouvelles technologies, l'éducation civique ainsi que d'autres disciplines.

Abdou Moustoifa

Comme chaque semaine, le conseil des ministres s'est tenu hier, mercredi au palais de Beit salam, sous la présidence du chef de l'Etat, Azali Asoumani. Le gouvernement s'est penché sur plusieurs sujets. Le ministre de l'Intérieur et porte-parole, Mohamed Daoudou, a annoncé l'organisation du prochain séminaire parlementaire de la Commission de l'Océan indien aux Comores en avril prochain. A l'en croire, ce séminaire portera sur deux thèmes essentiels, à savoir la bonne gouvernance dans

les pays de la région et le renforcement du dialogue entre les gouvernements et les parlements.

Au niveau de l'Education nationale, Abdou Mhoumadi a fait part de l'état d'avancement de l'accord signé entre son ministère et la Francophonie. Il s'agit, selon lui, d'une mission qui viendra dispenser une série de formations pour améliorer la qualité de l'enseignement dans plusieurs domaines, tels que les Nouvelles technologies, l'éducation civique ainsi que d'autres disciplines. Attendue prochainement dans le pays, la mission travaillera particulièrement avec les instituteurs. L'ensemble de ces formations se dérouleront dans les Circonscriptions d'inspection pédagogique régionales Cipr).

Le ministre de la Justice et de la Fonction publique a présenté un projet de loi sur la mise en place d'un juge d'exécution qui sera chargé des décisions civiques. Un poste dont le rôle sera d'aider la justice comorienne à trouver sa place à la fois au niveau national et internationale. Le Garde des Sceaux a également présenté un autre projet de loi sur la médiation de la République. Mais le conseil a tout d'abord demandé au ministère de ralentir le processus pour qu'il y ait une concertation entre les différents acteurs comme le commissariat au Plan.

Dans le secteur de l'Energie, le vice-président Djaffar Ahmed a dressé un état des lieux des travaux relatifs au démarrage des centrales électriques à Ndzuani et à Mwali. Il a souligné que ces travaux étaient déjà terminés et qu'il ne restait que l'arrivée des techniciens, attendus dans les prochains jours. Le président a demandé une accélération du processus afin que tout le pays soit éclairé dans les plus brefs délais.

Moussa Mahoma, ministre de la Santé, a, de son côté, fait part des initiatives engagées dans les hôpitaux pour garantir les meilleurs soins à la population. Au sujet du gel des avancements qui ne cessent de faire grincer des dents, il a expliqué qu'il s'agissait de mesures visant à mettre de l'ordre. Sur ce, une commission, composée de plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de l'Intérieur, celui de l'Emploi, et le secrétaire général du gouvernement, est chargée de conduire le dossier et de rencontrer les différentes parties concernées afin de trouver une solution à cette crise.

-http://www.alwatwan.net/index.php/nation/14532-conseil-des-ministres-moroni-accueillera-le-prochain-seminaire-parlementaire-de-la-coi

Sécurité

Stabilité du grand Océan Indien : le défi sécuritaire au cœur du débat

r 24/02/2017

« *Flux migratoires et diplomatie au sein du Grand océan Indien* », « *Environnement stratégique régional* », « *Gouvernance sécuritaire : incertitudes et perspectives* » ou encore

« *Situation géoéconomique : conflit, coopération, perspectives* ». Ce sont autant de thèmes à aborder en commun lors

du colloque international du Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS) sur la stabilité du Grand océan Indien qui a débuté depuis hier au Carlton à Anosy. Pour dire que plusieurs personnalités issues d'horizons différents, notamment dans la zone de l'Indien sont de la partie.

Présent à l'ouverture du débat, le locataire d'Iavoloha a soutenu que « *L'océan Indien constitue une position stratégique pour Madagascar et pour tous les pays de la région. Nous sommes au carrefour de l'océan Indien, avec l'Asie, les pays arabes et l'Afrique, où les enjeux sont tels qu'il faut en parler pour notre développement* ».

Etant membre des organisations régionales de l'Indian ocean rim association (IORA) et de la Commission de l'océan Indien (COI), la Grande île a intérêt à mettre à profit sa situation sur le plan diplomatique.

« *Parmi les enjeux, il y a l'économie maritime et marine. Madagascar subit d'énormes préjudices en raison du pillage de ses ressources marines de l'ordre de 750 millions USD chaque année. S'agissant du Canal du Mozambique, la route du pétrole, plus de 2000 bateaux empruntent cette voie maritime chaque jour et cette situation n'est pas sans susciter des inquiétudes* », selon la Présidence de la République, hier.

Paradigmes

Pour sa part, le Délégué général du CEDS, Solofo Rasoarahona, a misé sur la nécessité d'élargir les perspectives et de changer les paradigmes car les enjeux dépassent désormais le cadre paisible de l'environnement

insulaire. Il a d'ailleurs souligné qu'au cœur de ce changement de paradigmes,

« Il faut désormais tenir compte des dynamiques économiques et des politiques, qui vont au-delà de nos îles et qui englobent les Etats régionaux ».

Les participants à ces deux journées de colloque ont émis le souhait qu'à l'issue de ces travaux, l'initiative permettra d'explorer cette zone géostratégique afin d'anticiper un avenir meilleur en termes de stabilité et de sécurité, et aussi d'examiner les problèmes actuels tels que l'environnement marin, le terrorisme, les divers contentieux.

« *L'océan Indien devrait être l'écrin de notre avenir commun. Il faut préserver la stabilité et la sécurité de la région pour en faire un havre de paix et de croissance pour tous les pays riverains. C'est dans ce sens qu'il faut intensifier la coopération économique, la sécurité pour un respect mutuel qui caractérise les valeurs communes et la souveraineté de chaque pays* », a noté le Chef de l'Etat, hier. Il faut préciser que le bicentenaire du premier traité international signé par Madagascar en 1817 a été intégré dans l'agenda du Colloque international du Grand cercle du CEDS.

Jao Patricius

http://www.newsmada.com/2017/02/24/stabilite-du-grand-ocean-indien-le-defi-securitaire-au-coeur-du-debat/

Economie

lexp.mu

28/02/2017



COOPÉRATION RÉGIONALE

PLUS DE 150 PARTICIPANTS AU FORUM ÉCONOMIQUE DES SEYCHELLES

La 11e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien, placée sous le thème de la coopération océan Indien-Afrique continentale, se tiendra aux Seychelles du 31 mai au 1er juin. Organisé par la Commission de l'océan Indien, en collaboration avec l'Union européenne et la Chambre de commerce et d'industrie des Seychelles, ce Forum entend accueillir plus de 150 acteurs privés et publics de la région et de l'Afrique continentale, pour développer leurs réseaux d'affaires et contribuer à définir les priorités de demain en matière de coopération économique. Au programme, des ateliers sur la facilitation des affaires (accords de partenariats économiques, marché tripartite, information économique), mise en valeur des forces vives du développement économique (leadership au féminin, jeunesse et innovation, développement et circulation des savoir-faire et compétences) ainsi que des sessions d'échanges sur les opportunités de projets dans des secteurs stratégiques pour le développement des économies de la région (tourisme, numérique, économie circulaire).

Développement durable

Programme « Eco-Schools océan Indien » : de plus en plus d'écoles s'engagent

Le Président directeur général de la Fondation pour l'éducation environnementale Daniel Schaffer était en visite officielle à Maurice, à Madagascar et à Zanzibar (République unie de Tanzanie) du 13 au 25 février 2017.



Visite école à Maurice

Cette visite a été l'occasion de prendre la mesure de la mise en œuvre du programme Eco-Schools dans la région de l'océan Indien.

Ce programme, introduit par le projet ISLANDS de la Commission de l'océan Indien sur financement de l'Union européenne, est mis en œuvre sur le terrain par un large éventail de partenaires gouvernementaux et de la société civile. Reconnu par les Nations unies comme « l'un des projets de durabilité les plus efficaces au cours des dix dernières années », Eco-Schools océan Indien rassemble aujourd'hui plus d'une centaine d'écoles de la région et plus de 25 000 élèves.

« Le programme Eco-Schools a démarré dans la région il y a moins de trois ans, et déjà plus de 70 écoles ont adhéré à ce programme à Maurice, soit plus de 25% de l'ensemble des écoles dans le pays », s'est réjoui Daniel Schaffer. « Le programme a été introduit de manière très structurée et je suis personnellement impressionné de l'intérêt toujours croissant des écoles à le mettre en œuvre », a-t-il poursuivi au cours d'une visite d'écoles effectuée à Maurice.

Le programme Eco-Schools fournit un cadre et des normes pour aider les éducateurs à intégrer les principes de développement durable dans leur système éducatif. Les établissements scolaires sont ainsi appelés à s'engager vers un fonctionnement écoresponsable et à intégrer l'éducation au développement durable dans leurs enseignements. La plus-value de ce programme tient aussi au fait qu'il implique directement la direction des écoles, les autorités locales, le corps enseignant, les élèves mais aussi les familles. Daniel Schaffer affiche sa satisfaction : « j'ai pu constater par moi-même l'engagement total des acteurs concernés, des directeurs d'écoles aux plus jeunes élèves, ainsi que les parents. La visite des écoles est pour nous la meilleure façon de charger la batterie de nos motivations ».

A Madagascar, Daniel Schaffer a visité deux écoles pilotes dans la capitale Antananarivo (EPP Tsilazaina Alasora et Lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Namehana), après une série de rencontres avec les autorités concernées. Il a saisi ces opportunités pour mener un plaidoyer en direction des autorités à différents niveaux pour la mise à l'échelle de ce programme et son intégration dans le système éducatif. La ministre malgache de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, Dr. Johanita Ndahimananjara, et le ministre de l'Education nationale, Paul Rabary, ont réitéré à cette occasion l'engagement de leurs départements respectifs à soutenir le programme à Madagascar.

« La mise en œuvre de ce programme est certes naissante à Madagascar, avec quatre écoles pilotes, mais il suscite déjà l'intérêt de beaucoup d'écoles. Les changements constatés au niveau des écoles pilotes attirent beaucoup l'attention d'un certain nombre de partenaires », a souligné Fenohery Randrianantenaina, point focal du projet COI-ISLANDS à Madagascar.

Les élèves du Lycée Andrianampoinimerina Sabotsy Nahamena et de l'école primaire publique de Tsilazaina ont pour leur part reçu des mains de Daniel Schaffer le trophée « Bronze », dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme à Madagascar.

Daniel Schaffer conclura sa visite dans la région de l'océan Indien à Zanzibar (Tanzanie) du 23 au 25 février 2017. En marge des rencontres officielles avec les autorités concernées, Daniel Schaffer visitera les écoles

Stone Town International et Mahad Istiqama. Une trentaine d'écoles ont aujourd'hui adhéré à ce programme à Zanzibar.

Au niveau de chaque pays, le programme est piloté par un comité national et mis en œuvre par des organisations non gouvernementales, à savoir Reef Conservation à Maurice, Madagascar National Parks à Madagascar, Maeecha en Union des Comores et Zayedesa à Zanzibar (Tanzanie).

Les Seychelles ont un programme Eco-Schools qui leur est propre et développé par le ministère de l'Éducation depuis plus de 20 ans. Le programme Eco-Schools des Seychelles a contribué à l'élaboration de ce programme dans la région de l'océan Indien. Le programme pour La Réunion est quant à lui géré par Eco-Schools France.

« Eco-Schools océan Indien est un programme volontaire ouvert à toutes les écoles des pays participants de l'océan Indien. Les écoles suivent un processus simple en sept étapes et travaillent sur dix thèmes possibles qui répondent aux défis communs de durabilité auxquels les pays participants sont confrontés », a pour sa part conclu Olivia Copsey, coordinatrice du programme au niveau de la région.
Grâce au programme Eco-Schools océan Indien, les États insulaires de l'océan Indien rejoignent 64 autres pays et plus de 49 000 écoles dans le monde qui mettent en œuvre le programme.

http://www.maurice-info.mu/programme-eco-schools-ocean-indien-de-plus-plus-decoles-sengagent.html

Développement durable : Intérêt grandissant des écoles pour le programme « Eco-schools »

24 FEVRIER 2017

Daniel Schaffer, président directeur général de la Fondation pour l'éducation environnementale était en visite officielle à Madagascar pour prendre la mesure de la mise en œuvre du programme Eco-schools dans le pays.

Madagascar compte actuellement quatre écoles pilotes dans le cadre de la mise en œuvre du programme Eco-schools (Eco-écoles), mais on assiste à un intérêt grandissant des établissements scolaires pour ce programme. Eco-schools est un programme de développement durable introduit par le projet ISLAND de la Commission de l'Océan Indien (COI) et incite les écoles à agir en faveur de l'environnement et les aide à prendre des mesures en faveur du développement durable. Il s'agit ainsi d'un programme volontaire ouvert à toutes les écoles des pays participants de la région Océan Indien. Dans le monde, le programme Eco-Schools existe dans une soixantaine de pays et plus de 49 000 écoles mettent en œuvre le programme.

De Tsilazaina à Sabotsy Namehana. Lancé dans l'Océan Indien en 2015, le programme Eco-Schools Océan Indien est reconnu par les Nations unies comme l'un des projets de durabilité les plus efficaces au cours des dix dernières années et rassemble aujourd'hui plus d'une centaine d'écoles de la région et plus de 25 000 élèves. C'est justement afin de prendre la mesure de la mise en œuvre du programme Eco-schools que le président directeur général de la Fondation pour l'éducation environnementale, Daniel Schaffer, était en visite officielle à Madagascar, cette semaine, après être passé par Maurice et avant de rejoindre Zanzibar en Tanzanie. Il a visité deux écoles pilotes à Antananarivo, à savoir, l'EPP Tsilazaina Alasora et le lycée Andrianampoinimerina à Sabotsy Namehana. *« La mise en œuvre de ce programme est certes naissante à Madagascar, avec quatre écoles pilotes, mais il suscite déjà l'intérêt de beaucoup d'écoles. Les changements constatés au niveau des écoles pilotes attirent beaucoup l'attention d'un certain nombre de partenaires »,* a souligné Fenohery Randrianantenaina, point focal du projet COI-ISLANDS à Madagascar.

MNP. Le programme Eco-Schools fournit un cadre et des normes pour aider les éducateurs à intégrer les principes de développement durable dans leur système éducatif. Les établissements scolaires sont ainsi appelés à s'engager vers un fonctionnement écoresponsable et à intégrer l'éducation au développement durable dans leurs enseignements. *« La plus-value de ce programme tient aussi au fait qu'il implique directement la direction des écoles, les autorités locales, le corps enseignant, les élèves, mais aussi les familles »,* a-t-il été souligné du côté de la COI.

Après Madagascar, Daniel Schaffer a mis le cap, hier, pour la dernière étape de sa visite dans l'Océan Indien, sur Zanzibar où une trentaine d'écoles ont adhéré au programme Eco-schools.

Rappelons qu'au niveau de chaque pays, le programme est piloté par un comité national et mis en œuvre par des organisations non gouvernementales. Pour Madagascar, il s'agit de Madagascar National Parks.

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/02/24/developpement-durable-interet-grandissant-des-ecoles-pour-le-programme-eco-schools/

Weekend Dimanche 26/02/2017

RENCONTRE : Daniel Schaffer, le CEO de la Foundation for Environnemental Education

26 FEBRUARY, 2017



Daniel Schaffer CEO de la Foundation for Environnemental Education (FEE) vient d'effectuer une courte visite à Maurice. Lors d'une rencontre avec Week-End, il a expliqué le fonctionnement et l'action de la fondation internationale qu'il dirige et les motifs de son séjour à Maurice. Avant de diriger la FEE, Daniel Schaffer a été marin, a vogué sur les mers du monde avant d'obtenir la direction d'un navire de recherches appartenant à une ONG, ce qui l'a fait entrer dans le secteur de la protection de l'environnement.

Qu'est-ce que la Foundation for Environnemental Education dont le siège est à Copenhague, au Danemark ? "La Foundation for Environnemental Education est la version moderne d'une fondation d'abord confinée aux pays européens, créée dans les années 1970 pour promouvoir la protection de l'environnement à travers l'éducation principalement. La version moderne de la FEE a été créée en 1981 par quatre pays européens

et va se renforcer, en 1986, par l'arrivée d'une ONG française soutenue par l'Union européenne, le Pavillon bleu. Par la suite, les programmes créés par la FEE pour être mis en pratique dans les écoles ont reçu le soutien de l'Union européenne. Après avoir multiplié ses actions en Europe, la FEE a été approchée, en 2001, par l'Afrique du Sud pour utiliser ses programmes dans ses établissements scolaires. Depuis, les programmes de la FEE sont pratiqués dans plus de 48 000 écoles de 75 pays à travers le monde. Nous sommes une organisation qui regroupe les ONG. Nous croyons que la société civile a un rôle important à jouer dans la conscientisation aux questions environnementales, en collaboration avec les gouvernements. Nous croyons que cette conscientisation doit commencer dès le plus jeune âge, c'est pour cette raison que nous avons mis l'accent sur plusieurs programmes destinés aux écoles primaires." Pour le CEO de la FEE la collaboration avec les gouvernements est essentielle pour son action et le développement de ses programmes. "Vous pouvez avoir le meilleur programme scolaire du monde, mais si le ministère de l 'Education de votre pays ne le reconnaît pas et ne l'applique pas dans ses écoles, cela ne sert à rien. Nous travaillons avec les ONG qui sont reconnues et travaillent avec leurs gouvernements respectifs. Cette condition est indispensable pour notre travail. La conscientisation aux problèmes de l'environnement ne peut se faire dans un pays sans l'implication du gouvernement. C'est la voie que nous avons choisie, celle de l'action positive en collaboration avec tous les acteurs engagés dans le combat, dont les gouvernements." Comment est-ce que la FEE finance ses activités à travers le monde ? "Par deux méthodes. La première par les cotisations de nos membres qui sont basées sur le PIB de leur pays respectifs. La deuxième à travers le corporate sponsorship. Dans la mesure où nous sommes une organisation globale, nous sommes approchés par des groupes internationaux, par exemple Toyota, pour financer un aspect de notre programme Eco School." Est-ce que ce type de patronage ne peut pas déboucher sur des conflits d'intérêts, les groupes internationaux étant très frileux sur une éventuelle critique de leur politique ? "Non. Nous choisissons nos sponsors avec autant de soin que nos membres. On ne peut pas demander aux firmes d'être

responsables et refuser leur aide quand elles la proposent. Je crois que les entreprises internationales qui veulent soutenir notre action savent que leur financement ne nous enlève pas notre capacité à critiquer leurs actions et leurs produits. Par exemple, un des prix du jeune reporter a été attribué à un garçon qui avait fait un projet pour demander l'interdiction des cheewing-gum dans les écoles parce qu'ils contribuent à la pollution. Sur le jury qui lui a attribué son prix siégeait un représentant d'une grande marque de chewing-gum qui est un de nos sponsors. Le sponsorship ne peut en aucune manière limiter ou censurer nos actions et ça, tous les sponsors le savent et le respectent. Ils sont là pour supporter nos actions, pas pour essayer de changer notre point de vue."

"La prise de conscience est mondiale : on sait aujourd'hui que si on ne respecte pas l'environnement, cela affectera le climat et va avoir de lourdes conséquences sur notre quotidien."

Comment devient-on membre de la FEE ? "Il faut tout d'abord souligner que le label FEE n'est pas une franchise que l'on peut acheter, mais un label que l'on obtient en se joignant à l'organisation en respectant les critères établis. Il faut tout d'abord être une ONG dont la principale activité est la protection de l'Environnement. Elle doit posséder des structures démocratiques et pouvoir établir une solidité financière pour soutenir nos projets et travailler au niveau national. L'ONG doit présenter un dossier de ses activités en cours et de ses plans d'action qui seront soigneusement étudiés, tout comme le travail qu'elle a déjà accompli. Ce n'est qu'au terme de cette étude que la candidature est acceptée ou pas. Nous n'avons qu'un membre par pays avec des membres affiliés. L'ONG retenue sera à la fois membre et représentant de FEE au niveau national. Nous avons également des membres affiliés qui sont des ONG ou des associations qui travaillent dans le même secteur, mais qui sont affiliées à la FEE à travers notre représentant officiel dans leur pays." Une fois la candidature du membre accepté, il a accès aux cinq principaux programmes de la Fondation qui sont le résultat de trente années d'expérience : The Eco-schools, Learning about the forests ; Young Reporters for the Environnement, Blue Flag et Green Key. "Nous mettons à la disposition de nos membres des méthodes et des solutions pour leur

permettre d'être plus efficaces dans la lutte pour la préservation et la protection de l'Environnement." Si la FEE est aujourd'hui établie dans 75 pays à travers le monde, il n'a pas encore de membre à Maurice, mais la situation pourrait bientôt évoluer. En effet, l'ONG mauricienne Reef Conservation a fait acte de candidature pour devenir membre de la FEE. C'est en partie pour faire la connaissance des membres de Reef Conservation que Daniel Schaffer vient d'effectuer une visite à Maurice. "Je suis venu à Maurice pour trois raisons. Tout d'abord pour pour faire connaissance avec l'équipe de Reef Conservation et étudier sa demande pour devenir membre de notre association. Si cette demande est agréée, Reef Conservation deviendra le représentant de la FEE à Maurice. Je suis également chez vous pour des discussions avec la Commission de l'océan Indien qui est un membre associée de la FEE. Elle est intéressée à introduire et développer un des programmes de FEE dans les écoles des pays de la région. Nous leur avons demandé de trouver une ONG par pays pour devenir membre de FEE afin de pouvoir utiliser nos programmes dans leurs pays. Zanzibar, qui ne fait pas partie du COI est aussi intéressé par ce projet. Je voudrais profiter de l'occasion pour souligner la rapidité du travail de la COI dans la mise en place de ce projet. Savez-vous que 75 écoles mauriciennes utilisent déjà le programme Eco-School de FEE grâce à la COI ? Finalement, je suis venu à Maurice pour remettre à deux hôtels mauriciens un des labels de la FEE : la Green Key."Pour le CEO de la FEE, "beaucoup de choses ont changé au cours des dernières années dans le domaine de la protection de l'environnement. Pas toujours pour le meilleur et dans certains cas il y a eu même du recul. Mais le monde reconnaît aujourd'hui que des actions doivent être entreprises dans ce secteur à un point qu'une majorité de pays a pris des engagements à la dernière Conférence de Paris. La prise de conscience est mondiale : on sait aujourd'hui que si on ne respecte pas l'environnement, cela affectera le climat et va avoir de lourdes conséquences sur notre quotidien. Avant les effets du changement climatique n'étaient visibles que dans les forêts ou aux fins fonds des océans, aujourd'hui ce changement est visible tous les jours et l'homme est conscient qu'il a un rôle à jouer pour faire changer les choses. Le travail des ONG et des organisations comme la FEE a aidé,

chacune à son niveau et avec l'aide de milliers de volontaires à travers le monde, à cette prise de conscience. Il faut continuer dans cette voie."

La Green Key attribuée à deux hôtels Verandah

Le CEO de FEE a profité de son séjour pour remettre le label Green Key à deux hôtels mauriciens. La FEE attribue ce label aux hôtels ou résidences touristiques qui respectent des critères environnementaux stricts dans le cadre de leurs activités. Désormais, Heritage le Telfair et Heritage Awali, deux hôtels du groupe Verandah, font partie ds 2500 établissements touristiques à travers 35 pays, à posséder une Green Key. Dans un communiqué, les Hôtels Verandah se félicitent d'avoir obtenu la Green Key "qui vient récompenser les efforts constants de nos équipes ces derniers mois. Cette certification s'insère dans notre stratégie de positionner Heritage Resorts sur le Domaine de Bel-Ombre comme une référence du développement durable dans l'industrie touristique".

La stratégie du groupe Verandah s'inscrit dans l'année internationale du tourisme Durable pour le Développement lancée en janvier par l'Organisation mondiale du Tourisme. Son secrétaire général a déclaré que cette année "représente une opportunité unique d'accroître la contribution du secteur du tourisme aux trois piliers de la durabilité, l'économique, le social et l'environnemental, tout en attirant l'attention sur les véritables dimensions d'un secteur souvent sous-évalué".

http://www.lemauricien.com/article/rencontre-daniel-schaffer-ceo-la-foundation-environnemental-education

Eco-Schools : Maurice s'engage pour des écoles écoresponsables

23 février 2017

Le Président-directeur général de la Fondation pour l'éducation environnementale Daniel Schaffer continue sa visite officielle dans la sous-région de l'océan Indien afin de prendre la mesure de la mise en œuvre du programme Eco-Schools. Une tournée qui l'a amené successivement à Madagascar, Maurice et Zanzibar (Tanzanie).

Reconnu par les Nations unies comme *« l'un des projets de durabilité les plus efficaces des dix dernières années »,* Eco-Schools océan Indien rassemble aujourd'hui plus d'une centaine d'écoles de la région, soit plus de 25 000 élèves. *« Le programme a démarré dans la région il y a moins de trois ans, et déjà plus de 70 écoles ont adhéré à ce programme à Maurice, soit plus de 25 % de l'ensemble des écoles du pays »,* s'est réjoui Daniel Schaffer. *« Le programme a été introduit de manière très structurée et je suis personnellement impressionné de l'intérêt toujours croissant des écoles à le mettre en œuvre »,* a-t-il poursuivi au cours d'une visite d'écoles effectuée à Maurice.

Ce programme, introduit par le projet Islands de la Commisssion de l'océan Indiden (COI) sur financement de l'Union européenne, fournit un cadre et des normes pour aider les éducateurs à intégrer les principes de développement durable dans leur système éducatif. Les établissements scolaires sont ainsi appelés à s'engager vers un fonctionnement écoresponsable et à intégrer l'éducation au développement durable dans leurs enseignements. L'originalité de ce programme est qu'il implique directement la direction des écoles, les autorités locales, le corps enseignant, les élèves mais aussi les familles. Daniel Schaffer affiche sa satisfaction : *« j'ai pu constater par moi-même l'engagement total des acteurs concernés, des directeurs d'écoles aux plus jeunes élèves, ainsi que les parents. »*

A Madagascar, Daniel Schaffer a visité deux écoles pilotes dans la capitale Antananarivo. Il conclura sa visite dans la région de l'océan Indien à Zanzibardu 23 au 25 février 2017. Au niveau de chaque pays, le programme est piloté par un comité national et mis en œuvre par des organisations non gouvernementales, à savoir Reef Conservation à

Maurice, Madagascar National Park à Madagascar, Maeecha en Union des Comores et Zayedesa à Zanzibar. Les Seychelles ont un programme Eco-Schools qui leur est propre et développé par le ministère de l'Éducation depuis plus de 20 ans. Le programme pour La Réunion est quant à lui géré par Eco-Schools France.

« Eco-Schools océan Indien est un programme volontaire ouvert à toutes les écoles des pays participants de l'océan Indien » a rappelé Olivia Copsey, coordinatrice du programme au niveau de la région. Grâce au programme Eco-Schools océan Indien, les États insulaires de l'océan Indien rejoignent 64 autres pays et plus de 49 000 écoles dans le monde qui mettent en œuvre ce programme.

Photo : Le responsable de la Fondation pour l'éducation environnementale visitant une école mauricienne.

http://www.infomaurice.net/eco-schools-maurice-sengage-pour-des-ecoles-ecoresponsables/

Énergie renouvelable



QUESTIONS À MICKAËL APAYA, coordinateur technique du Programme National d'Efficacité Energétique

«C'est maintenant qu'il faut réussir la transition de l'économie énergétique»

Un premier colloque national intitulé «Énergie dentreprises» aura lieu le 2 nars dans le cadre du Programme National dEfficacité Energétique (?NEE). Projet lancé en 2015 e chapeauté par Business Nauritius, il vse à aider les ompagnies nauriciennes àréduire leur gispillage dénergies tout en étant plus eficace. Mickaël Apaya nous en dt plus.

Propos recueillis par **Xavier MAUGUERET**

Comment fonctionne le PNEE ?

Les thématiques de l'efficacité énergétique sont au cœur de nos travaux depuis cinq ans. Le projet sur lequel on travaille depuis 2012 n'est pas sans importance. C'est un programme avec une bonne fondation, on a des arguments et des résultats concrets. On a commencé à travailler en partenariat avec le ministère de l'Énergie, l'Agence française de développement (AFD), partenaire international et Business Mauritius, qui représente le secteur privé. Ils sont respectivement capables de changer la politique énergétique, d'apporter l'expertise, ainsi que le financement européen et de mobiliser des entreprises.

Beaucoup d'entreprises font déjà des efforts pour réduire leur empreinte carbone. Quel plus apporte le PNEE ?

Les entreprises ne font pas la différence entre l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable. Or, il faudrait dissocier les deux. L'énergie renouvelable c'est quand on produit de l'énergie pour en consommer, tandis que pour l'efficacité énergique, il s'agit de réduire la consommation pour mettre fin au gaspillage. Et mettre en place un marché de l'efficacité énergétique aiderait l'économie.

Vous avez fait mention d'un marché de l'efficacité énergétique, parlez-nous en

entreprises car on représente avant tout le secteur privé et on doit pouvoir répondre aux besoins des entreprises. Aujourd'hui, l'éclairage par exemple, est l'une des bonnes pratiques au niveau domestique. Mais, pour économiser de l'énergie, il y a d'autres technologies bien plus intéressantes. Au PNEE, on cherche à apporter une expertise pointue aux entreprises, surtout par rapport à leurs procédés quotidiens. À l'instar de la production d'eau chaude ou de vapeur.

Comment décide-t-on des économies dans un

C'est un partenariat public-privé. Et ces secteurs ne sont pas toujours sur la même longueur d'ondes. Y a-t-il eu des différents ?

On a commencé le partenariat en 2012. Le PNEE a été lancé en 2015 et le ministère, l'AFD et Business Mauritius ont travaillé ensemble pendant trois ans. Tout a été pensé et réfléchi dans ce partenariat. Le PNEE est un programme qui prend ses racines à Maurice, il n'a pas été imposé par des étrangers. Il a été contrôlé au jour le jour par Business Mauritius.

loque du 2 mars. Jusqu'à présent, tout ce qu'on a fait jusqu'ici a été de parler de l'efficacité énergétique.

Notre but, d'ici fin 2017, serait d'avoir une centaine d'audits énergétiques. Dans la pratique, on aura environ 95 audits. Donc de façon opérationnelle, concrète, cela marche. Le monde change et on s'appuie sur les révolutions industrielles. Il y a un changement climatique et on doit s'y adapter. Maintenant, il faut rendre cela concret car, la notion de changement climatique est un peu floue, au point qu'il existe des climatosceptiques. Je pense honnêtement que le changement climatique existe. On est en plein dans la troisième révolution industrielle quand Internet rencontre les énergies renouvelables.

À Maurice, notre production électrique repose grandement sur le carbone. Ainsi, l'objectif du PNEE est de dire comment on procède à la transition énergétique entre l'économie sur le carbone et l'économie sur le bas carbone. On ne pourra, à mon avis, jamais atteindre le zéro carbone.

Comment faire cette transition ?

Des indications seront données lors du colloque. C'est très thématique là car il s'agit de la transition énergique. Il faut produire des énergies renouvelables, travailler l'efficacité énergétique, du transport sans énergies fossiles, construire des bâtiments moins éner-

niveau de Business Mauritius ont pour but d'être proactives. Le changement est inévitable. Il faut faire un pas en avant et que les entreprises fassent la transition énergique. On est dans une logique d'accompagnement, si le gouvernement veut règlementer, pourquoi pas ?

Le PNEE est un accompagnement technique et financier. Ce qui veut dire que l'on veut réduire notre dépendance aux énergies fossiles. C'est ce que l'on fait avec l'efficacité énergétique où les entreprises consomment moins de ressources primaires. C'est ce que l'on fera quand on parlera des énergies renouvelables. Les entreprises produiront et consommeront leurs propres énergies. Par rapport aux matières premières, c'est plus difficile pour le marché local où il y a un manque de ressources. Il est donc naturel de devoir importer. Si on pouvait entamer une transition énergétique pour réduire notre dépendance à l'importation des matières premières pour la production d'énergie, ce serait un grand progrès.

Le prix de l'électricité pourrait augmenter. Ce genre de réalité gêne-t-il le programme du PNEE ?

Ce sont des réalités auxquelles on ne peut échapper. Pour produire plus, il faut payer plus. La période un peu faste de l'énergie fossile touche à sa fin. C'est inévitable ; le coût

Vous avez fait mention d'un marché de l'efficacité énergétique, parlez-nous en.

Je parle de mettre en place un marché avec un certain niveau de qualité. On a réalisé que le marché actuel ne fonctionne pas. Quand on a fait une étude nationale, on a constaté que les entreprises peuvent économiser jusqu'à Rs 1,2 milliard sur les factures d'énergies. Si ces compagnies réalisent ce potentiel, le marché sera plus efficace. Il faut comprendre que c'est de la compétitivité directe car si la facture diminue, le produit est plus compétitif.

La compétitivité directe de l'efficacité énergétique a-t-elle pour but de générer des profits ou plutôt d'économiser l'énergie pour réduire les dépenses quotidiennes ?

Le pôle énergie est considéré comme une dépense. En fait, si on réduit les coûts énergétiques, la production et le service en bénéficient, ce qui augmente la compétitivité, J'utilise moins de ressources pour le même produit ou le même service.

C'est donc un meilleur rendement ?

Il y a une amélioration de la performance.

Les classifications énergiques des appareils électroménagers et l'utilisation d'ampoules économiques font partie des actions pour réduire notre impact environnemental personnel. Font-elles partie de la stratégie de PNEE ?

Business Mauritius et le PNEE visent d'abord les A l'instar de la production d'eau chaude ou de vapeur.

Comment décide-t-on des économies dans un pôle avec de l'efficacité énergétique ?

Le PNEE a été lancé depuis 2015. Aujourd'hui, il n'est plus possible de prendre de nouvelles entreprises dans le programme. Car, on est à la fin des projets et des subventions. Il y a eu des candidatures avec différents types de projets pour le textile, l'hôtellerie, la réfrigération, entre autres.

Une fois que le projet a débuté, il y a un audit énergétique réalisé par des experts recrutés par un appel d'offre. Ils mettront en place des plans d'actions dans les entreprises pour l'économie d'énergie. À titre d'exemple, quand une usine industrielle utilise de la vapeur, de nombreuses bonnes pratiques fonctionnant avec la technologie peuvent être utilisées mais, il faut chercher lesquelles.

Au sein du PNEE, on vous offre un audit énergétique débouchant sur un plan d'action qui doit être dynamique. Les experts réalisant l'audit forment ensuite les techniciens à être des *Energy Managers*.

qui prend ses racines à Maurice, il n'a pas été imposé par des étrangers. Il a été contrôlé au jour le jour par Business Mauritius.

Quand des décisions de subvention et politiques doivent être prises, on travaille avec le ministère et l'AFD. Le ministère contribue à toutes nos actions de sensibilisation, le public aide à conscientiser les entreprises durant les événements organisés comme lors de celui du 2 mars. Alors que l'AFD, via l'Union européenne, finance 60 % des plans d'action des entreprises.

Considérer le changement climatique, le développement des énergies renouvelables, la fin de l'ère du pétrole... la notion de changer nos méthodes de production d'énergie existe depuis plus d'une quinzaine d'années. Mais à Maurice nous dépendons encore extrêmement des énergies fossiles. Est-ce que changer les habitudes des entreprises et les rendre énergétiquement indépendantes fait partie des prérogatives du PNEE ?

C'est pour cette raison que nous organisons le colloque

des énergies renouvelables, travailler l'efficacité énergétique, du transport sans énergies fossiles, construire des bâtiments moins énergivores ou avec de l'énergie positive. C'est dans ce but qu'on veut que le colloque soit un succès. Le 2 mars, on parlera de nos résultats concrets. Mais ce que l'on veut vraiment lancer c'est une stratégie, une dynamique de la transition énergétique. Et cela concerne tous les secteurs.

Vous parlez de grands enjeux énergétiques mais Maurice étant un état insulaire, est déjà confrontée à des problèmes d'eau et on dépend de l'importation de matières premières aussi bien pour l'industrie que pour la production d'énergie. Au final, la politique énergétique d'une compagnie à Maurice ne se résume-t-elle pas uniquement à acheter de l'électricité auprès du Central Electricity Board et de l'eau avec la Central Water Authority et à l'importation indirecte de matières premières ? Comment réduire cette empreinte carbone indirecte avec tout ce qui est importation ?

Toutes ces actions au



«Pour produire plus, il faut payer plus. La période un peu faste de l'energie fossile tire à sa fin.»

plus, il faut payer plus. La période un peu faste de l'énergie fossile touche à sa fin. C'est inévitable ; le coût de l'énergie augmentera au fur et à mesure. On a mis en place le PNEE pour permettre aux entreprises de consommer un minimum d'énergie possible pour leur production. Si on atteint ce but, il n'y aura plus de gaspillage. Donc on anticipe ce phénomène inexorable.

Le coût de l'énergie va augmenter mais si on chasse le gaspillage, on trouve plus vite des alternatives et des solutions, c'est toute l'économie mauricienne qui en bénéficiera. On ne peut repousser l'échéance en se disant que dans 10 ans on aura encore du charbon ou du pétrole. C'est maintenant qu'il faut réussir la transition de l'économie énergétique.

Ce programme est lié au Programme Régional d'Efficacité Energétique (PREE) ? Comment celui-là fonctionne-t-il ?

Maurice joue le rôle de vitrine exemplaire. Ce que fait le pays à travers le partenariat Business Mauritius, ministère de l'Énergie et AFD dans le cadre du programme sera adapté dans d'autres contextes pour les autres îles de la Commission de l'océan Indien (COI). Cette dernière considère que c'est une méthodologie et un programme qui fonctionnent et on a des résultats concrets. La COI a approché Business Mauritius pour l'aider à implanter ses programmes dans les autres îles. Et bientôt, la COI signera le PREE avec Business Mauritius. On a encore toute l'année pour mettre en place ce processus.

Tourisme

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

TOURISME PRÉVISION : Croissance de 5,1% des arrivées en 2017

Des revenus touristiques de Rs 55,9 milliards en 2016, soit une moyenne de Rs 43,809 par visiteur

27 February, 2017



Maurice pourrait accueillir cette année environ 1 340 000 touristes, ce qui représenterait une progression de 5,1% par rapport aux arrivées enregistrées en 2016 (1 275 227). C'est ce qu'indique Statistics Mauritius dans un rapport rendu public ce matin et dans lequel ce dernier fait le bilan de la performance du secteur touristique pour l'année écoulée. Statistics Mauritius a procédé à une révision à la hausse de son estimation du nombre de visiteurs attendus en 2017. Se basant sur les dernières données disponibles et des informations provenant des opérateurs de l'industrie, Statistics Mauritius a estimé que les arrivées cette année s'élèveraient à 1 340 000, au lieu de 1 320 000 comme annoncé précédemment, soit une croissance de 5,1%. Pour ce qui est des revenus, se référant aux prévisions de la Banque de Maurice (BoM), un montant de Rs 58 milliards est anticipé pour 2017, soit Rs 1 milliard de moins que celui prévu initialement. Malgré tout, une augmentation de 3,8% par rapport au montant enregistré en 2016 (Rs 55,9 milliards) est annoncée. Dans sa revue de la performance du secteur touristique en 2016, Statistics Mauritius rapporte une progression de 10,8% des arrivées à 1

275 227. Le nombre de nuitées passées par ces touristes s'est élevé à 13,1 millions, soit une hausse de 8,9%, comparativement à 2015. Les revenus se sont accrus de 11,3% pour atteindre Rs 55,9 milliards, soit un montant de Rs 43 809 par touriste, contre Rs 43 597 en 2015. La France, premier marché émetteur de touristes pour Maurice, a affiché une croissance de 6,9% avec un total d'environ 270 000 arrivées. En termes de nombre absolu, c'est l'Allemagne qui a réalisé la meilleure performance avec 28 524 arrivées (+37,9%) en plus alors que la Turquie, elle, a enregistré une croissance de 247,2% (+2 482 visiteurs) dans le sillage de l'introduction de vols directs de Turkish Airlines. Pour ce qui est des marchés émergents, l'Inde a réalisé une progression de 14,6% alors que la Chine a été en repli de 11,4%. « It is observed that during 2016, a high proportion of tourists arrivées mainly by direct flights from their own country of residence except for Russian Federation, where there were no direct connections », relève Statistics Mauritius dans son rapport. On fait aussi ressortir qu'environ 50% des touristes venant de la Suisse, d'Italie, d'Allemagne et du Royaume-Uni ont voyagé par vols directs, le reste utilisant en grande partie les Émirats Arabes Unis pour le transit. S'agissant du groupe d'âge des touristes, Statistics Mauritius observe que 179 468 visiteurs (14,1% du total) étaient âgés de 60 ans ou plus. Il faut signaler que près de 50% des touristes (629 914) ayant visité notre île en 2016 appartiennent au groupe d'âge de 25 à 49 ans. Les données officielles indiquent par ailleurs que sur le total des 1 275 227 visiteurs, 28 365 sont venus par voie maritime. Statistics Mauritius relève également qu'il y avait, fin décembre 2016, 111 établissements hôteliers en opération sur un total de 113 enregistrés (deux hôtels étaient fermés temporairement en raison de travaux de rénovation). Les établissements qui étaient opérationnels comptaient un total de 13 547 chambres et de 29 139 lits. Le taux d'occupation des chambres pour l'ensemble des hôtels en opération a atteint 73% en 2016, contre 70% en 2015. Quant au taux d'occupation des lits, il est passé de 63% à 65%. Le séjour moyen des touristes a légèrement diminué, passant de 10,6 nuitées en 2015 à 10,4 nuitées en 2016. Par ailleurs, le nombre de touristes ayant fait le déplacement pour affaires à Maurice s'est élevé à 44 133 en 2016, contre 42 028 en 2015. Ceux qui ont voyagé pour assister à des conférences étaient au nombre de 6 264, par rapport à 6 310 en 2015.

http://www.lemauricien.com/article/tourisme-prevision-croissance-51-des-arrivees-en-2017

INFOS974

IRT: Deuxième année record en matière d'arrivées touristiques



"L'année 2016 a été une année touristique intense", indique l'IRT à l'occasion d'une conférence de presse donnée ce mardi matin à l'hôtel de Région, en présence du président Didier Robert, de Stéphane Fouassin, le président de l'IRT, et de Marie-Joseph Malé, le président d'Air Austral. Cette année a été marquée par l'augmentation des recettes touristiques, l'augmentation de la fréquentation touristique extérieure, une bonne fin de saison - avec un *"mois de décembre exceptionnel"*, selon les mots de Willy Ethève, le directeur de l'IRT- et des touristes à 98% satisfaits ou très satisfaits. *"La stratégie mise en place depuis 2010 commence à porter des résultats à la hauteur des attentes pour le tourisme à la Reunion"*, s'est félicité Didier Robert.

Il s'agit de la deuxième année record, précise l'IRT, avec 458 261 touristes, engendrant des recettes touristiques évaluées à 325, 3 millions d'euros. *"Le tourisme réunionnais connaît une embellie qui se confirme depuis les trois dernières années".*

Par ailleurs, pour la seconde année consécutive, la destination passe le cap des 36.000 touristes européens. La France continentale reste le principal réservoir de clientèle de l'île, avec près de 369.000 touristes. Pour ce qui est du marché océan indien, *"le leader incontestable reste le marché mauricien, avec près de 21.000 touristes"*, est-il précisé.

Pour ce qui est de l'objet du voyage, le loisir, qui représente la plus grosse part, a augmenté de 10,5% par rapport à 2015, avec un nombre qui s'établit en 2016 à 396 795 touristes. Le tourisme d'affaire progresse lui aussi, de 5,5% (52 457 touristes en 2016). La durée moyenne de séjour est de 17,8 jours (18,3 pour le tourisme de loisir et 13,3 pour le tourisme d'affaire).

http://www.zinfos974.com/IRT-Deuxieme-annee-record-en-matiere-d-arrivees-touristiques_a111517.html

LeDEFIMEDIAGROUP

Voyages low-cost : un aller-retour Maurice-Réunion en ferry à Rs 4500

24 FÉVRIER 2017



Le catamaran à grande vitesse transportera 500 passagers.

La société réunionnaise Cruise Line Océan Indien entend lancer un service de ferry à grande vitesse entre les îles sœurs à partir de septembre 2017. Un catamaran de 110 mètres de long semblable à ceux opérant dans la Manche, aux Antilles et au Japon sera utilisé pour combler le vide laissé par le Mauritius Pride et le Mauritius Trochetia.

Les voyages low-cost ne sont pas l'apanage des compagnies d'aviation. Un catamaran à grande vitesse va permettre aux Mauriciens de faire l'aller-retour à l'île sœur pour 119 euros, soit Rs 4 500. Basée à la Réunion, la

société Cruise Line Océan Indien (CLOI) ambitionne de lancer un service de ferry entre les deux îles à compter de septembre pour combler le vide laissé par le Mauritius Pride et le Mauritius Trochetia depuis deux ans.

« Nous voulons faire de Port-Louis et du Port les banlieues de Maurice et de La Réunion. Nous voulons créer un lien économique et culturel entre nos deux îles et développer le tourisme », confie Yvès Hoarau, président de CLOI, au Défi Quotidien. Il annonce qu'il viendra à Maurice dans deux semaines pour rencontrer des hommes d'affaires locaux désireux de faire partie de l'aventure.

Le concept de catamaran à grande vitesse, annoncé par Guillaume Kempf dans l'édition du jeudi 23 février du Quotidien de la Réunion, est relativement nouveau. Conçu par la société australienne Incat et actuellement utilisé aux Antilles, aux Canaries, au Japon et dans la Manche, le catamaran de 110 mètres de long peut naviguer à une vitesse de croisière de 34 nœuds, soit 63 km/h, et transporter 250 voitures, une quarantaine de conteneurs et 500 passagers.

De plus, au lieu d'un voyage de dix à douze heures comme cela était le cas sur le Mauritius Trochetia et le Mauritius Pride, le catamaran peut faire le trajet en quatre heures. Au vu de sa taille, les creux de cinq mètres n'auront aucun impact sur sa vitesse, contrairement à l'Ahinora. Rebaptisé Spirit of Port-Louis, ce catamaran d'une quarantaine de mètres faisait la liaison Maurice-Réunion dans les années 90 en sept heures. Il avait rencontré plusieurs pépins durant sa courte période d'activité.

Le ticket à 119 euros est bien en deçà de ce qui se pratiquait sur les deux bateaux appartenant à la Mauritius Shipping Corporation Ltd. Il pourrait, à terme, baisser davantage si le taux de remplissage prend l'ascenseur. Un supplément est toutefois de rigueur en classe affaires. Le navire, dont l'intérieur a été conçu pour éviter le mal de mer, est pourvu de deux restaurants, d'un club lounge, d'un réseau WiFi et d'un espace de loisirs.

CLOI compte-t-elle concurrencer Air Mauritius, voire Air Austral ? « Nous ne sommes pas là pour cannibaliser le trafic des compagnies aériennes. Plusieurs expériences dans le monde démontrent qu'une liaison maritime crée un trafic complémentaire. Nous allons pouvoir proposer des tarifs de groupes, créer une demande auprès de tous ceux qui ne voyageaient pas. Nous pouvons également attirer à La Réunion des touristes de Maurice, intéressés par cette formule de mi-croisière », a déclaré Yvès Hoarau au Quotidien de La Réunion.

Le catamaran devrait assurer un aller-retour par jour cinq fois par semaine avant de se lancer à l'assaut de l'océan Indien, notamment à travers un aller-retour à Tamatave une fois par semaine d'ici la fin de l'année. La traversée durera 14 heures et coûtera Rs 7 600 au départ de La Réunion. Si la CLOI agrandit sa flotte, elle pourrait éventuellement assurer des dessertes sur Diego Suarez, Nosy Be, Majunga, Mayotte et les Comores.

La société n'en est pas encore là et devrait louer un catamaran pour se mettre dans le bain. Elle va faire l'acquisition de son propre navire d'ici un an pour la somme de Rs 3,4 milliards. Une banque australienne a déjà consenti à lui avancer l'argent, selon notre confrère de La Réunion. Outre les Réunionnais, des Malgaches et des Mauriciens font partie du capital de la CLOI. Celle-ci sera dirigée par Gilles Bidamant, actuel patron des ports de France de la société Brittany Ferries.

À l'hôtel du gouvernement, l'on dit ne pas être au courant de ce projet ambitieux qui cadre avec les vœux de la **Commission de l'océan Indien** de créer une compagnie maritime régionale.

http://defimedia.info/voyages-low-cost-un-aller-retour-maurice-reunion-en-ferry-rs-4500

Entreprenariat

MIDSP : Appui aux femmes entrepreneurs

1 MARS 2017



Le MIDSP travaille en étroite collaboration avec les femmes entrepreneurs.

Le Ministre de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé, Chabani Nourdine multiplie les contacts et les dialogues avec le secteur privé.

Avant-hier, il a reçu la Présidente de l'Association Mauricienne des Femmes Entrepreneurs Chef d'Entreprise (AMFCE) Marie France Chamary et la Présidente du Groupement des Femmes Entrepreneurs à Madagascar (GFEM) Fanja Razakaboana, en compagnie de leur délégation respective. Il s'agit d'une rencontre qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de coaching et de mentorat au profit des Femmes entrepreneurs de Madagascar et de l'Océan Indien dont Madagascar, est bénéficiaire à travers le partenariat entre le GFEM et l'AMFCE. Rappelons que la première phase de ce programme a fait l'objet d'une cérémonie de lancement officiel le 12 Août 2016 à Nosy Be. En sa qualité de parrain de ce programme, le ministre Chabani NOURDINE a réitéré sa volonté de renforcer son soutien aux activités de promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes initiées par le GFEM avec l'appui de l'AMFCE.

PND. Destiné à appuyer les femmes et jeunes entrepreneurs, ce programme rejoint les objectifs du PND, et entre dans l'axe de travail du MIDSP. La plupart des femmes opérateurs économiques malgaches n'atteignent pas leur objectif ou désistent au cours de leurs activités à cause de l'insuffisance de formation et renforcement de capacités. C'est là que le MIDSP joue son rôle de « facilitateur et catalyseur ». En effet, comme l'a déjà souligné Monsieur le ministre Chabani NOURDINE lors du lancement du programme de coaching et de mentorat des femmes entrepreneurs de Madagascar en 2016, « *Investir dans les femmes est l'un des moyens les plus efficaces pour accroître l'égalité et promouvoir la croissance économique inclusive et durable* ».

Valeur ajoutée. Pour le MIDSP, il est essentiel de les aider à développer leurs entreprises, à faciliter leur accès aux marchés régionaux et internationaux, et à les doter de plus d'outils de création de valeur ajoutée. C'est dans cette optique que l'entretien du jour s'est tenu, pour encourager la continuité du programme, mais également pour féliciter le GFEM pour son initiative, et surtout pour son dynamisme. Le partage d'expérience par l'AMFCE, forte de 20 ans d'expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat, au profit des femmes entrepreneures du GFEM est ainsi indispensable afin de transmettre leurs connaissances et acquis aux femmes dans les régions et permettre de les accompagner dans le développement de leurs entreprises…un projet qui rappelons, bénéficie du soutien et de l'appui du MIDSP.

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/03/01/midsp-appui-aux-femmes-entrepreneurs/